

Allocution du
ministre du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs,
M. Pierre Arcand

à l'occasion du Forum nord-américain dans le cadre de
l'Assemblée générale annuelle du nrg4SD

Hôtel Loews Le Concorde, Québec

31 août 2011

12 minutes

La version prononcée fait foi

Monsieur le coprésident du Réseau des gouvernements régionaux pour un développement durable (nrg4SD) et secrétaire de l'Environnement au gouvernement de Sao Paolo, Bruno Covas

Monsieur le coprésident du Réseau des gouvernements régionaux pour un développement durable (nrg4SD) et ministre régional pour l'Aménagement du territoire et la Durabilité, Lluís Recoder i Miralles

Messieurs les ministres et leurs homologues membres du Réseau des gouvernements régionaux pour un développement durable

Distingués invités,

Bonjour,

Le grand industriel américain, Henry Ford, a dit : « Se réunir est un début; rester ensemble est un progrès; travailler ensemble est la réussite. » Je crois que c'est bien vrai, particulièrement en ce qui concerne les grands défis environnementaux, où la force du nombre a une influence incontestable. Chaque petit geste compte

pour la protection de l'environnement, mais quand ils sont repris par un grand nombre d'individus, voire d'États, leurs retombées sont, elles aussi, multipliées.

C'est pourquoi, de l'échelle citoyenne à l'échelle continentale, nous devons créer une synergie qui nous permettra d'atteindre nos objectifs communs. Comme Henry Ford l'avait fait à son époque, nous devons réinventer nos modes de production.

When it comes to the environmental issues we're here to discuss, Québec strives to be as active outside its borders as within them. That is why we have joined several national and international working groups.

I believe that our commitments should reflect the true gravity of the challenges at hand. We are always ready to work with

partners on issues that affect the whole planet—issues like protecting international river basins, combating invasive exotic species that threaten biodiversity, and fighting climate change.

We must tackle these environmental challenges together so we can move toward ever more sustainable development.

Eau

En ce qui a trait à la protection des ressources hydriques, nos engagements extraterritoriaux se remarquent notamment, à l'échelle nationale, par le Plan Saint-Laurent. Cette initiative Canada-Québec vise l'amélioration de l'état du fleuve Saint-Laurent par des actions de protection et de restauration des écosystèmes. Nous sommes actuellement en processus de négociation avec le gouvernement fédéral canadien afin de renouveler, pour une cinquième fois, cette entente.

À l'échelle internationale, le Québec est reconnu comme un joueur important en matière de gestion intégrée de l'eau par bassin versant. Nous avons notamment assuré la présidence du Réseau international des organismes de bassin (RIOB), de 2002 à 2004. Nous continuons d'ailleurs d'occuper une place importante au sein de cette organisation qui regroupe 134 organismes de 51 pays différents.

On peut également citer nos engagements dans le cadre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Par cette entente, dix gouvernements (2 provinces canadiennes et 8 États américains) conviennent d'appliquer les mêmes règles afin d'assurer la protection, la conservation et une saine gestion des prélèvements d'eaux à l'intérieur de cet imposant système hydrographique. Le Québec préside d'ailleurs le Conseil régional des ressources en eau du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent en 2011.

Nous sommes aussi membres du Northeast Aquatic Nuisance Species Panel, le NEANS. Aussi composé de dix gouvernements canadiens et américains, ce comité œuvre, comme son nom l'indique, à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes dans les milieux aquatiques. Dans le cadre de ce comité, le Québec poursuit donc le double objectif de protéger les ressources hydriques et de sauvegarder la biodiversité.

Biodiversité

La diversité biologique est un autre enjeu important pour le Québec et pour plusieurs de ses secteurs économiques, qui en dépendent. C'est pourquoi nous œuvrons aussi en collaboration avec d'autres gouvernements afin d'assurer sa protection. Notre gouvernement s'est montré très actif dans ce dossier en faisant passer le réseau d'aires protégées de moins de 1% du territoire en 2002 à plus de 8% aujourd'hui.

Nous sommes également très actifs sur la scène internationale, et c'est probablement l'une des raisons pour lesquelles le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a choisi de s'établir au Québec. Même si elle s'adresse davantage à des pays qu'à des États fédérés, nous avons adhéré pleinement à ses objectifs de conservation et avons décidé de la mettre en œuvre.

Le Québec a de grandes ambitions pour la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité. En effet, nous entendons consacrer 50 % du territoire québécois au nord du 49^e parallèle à la protection de l'environnement, au maintien de la biodiversité, à la mise en valeur du patrimoine naturel et à divers types de développement qui ne font pas appel à des activités industrielles. On parle ici de 600 000 km², soit une superficie équivalente à celle de la France. Il s'agit d'un projet environnemental d'envergure qui a été qualifié d'historique par

Ahmed Djoghlaif, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

Le Québec est également membre du Groupe de travail sur la conservation de la biodiversité, qui appuie la Commission de coopération environnementale (CCE) dans la réalisation de son mandat. Pour ceux qui ne connaîtraient pas la CCE, celle-ci a pour mission d'encourager la coopération et la participation du public afin de favoriser la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement en Amérique du Nord pour le bien-être des générations actuelles et futures, dans le contexte des liens économiques, commerciaux et sociaux qui unissent le Canada, le Mexique et les États-Unis.

Québec's numerous alliances and other collaborative initiatives demonstrate our commitment to working together with other

North American governments. Cooperation is essential to truly protect the environment that we all depend on.

Climate Change

Climate change affects each and every one of us—a striking reminder that when it comes to the environment, we're all in this together. This has prompted Québec not only to become involved in the fight against climate change, but also to encourage others to do so on a larger scale.

Le Québec est membre du Climate Group depuis 2007, lequel est d'ailleurs représenté autour de cette table par Madame Dasha Rettew. Nous prenons part notamment à la Climate Week, à New York, et nous participons aussi à d'autres initiatives du Climate Group, dont l'Alliance des États fédérés sur le climat (l'Alliance Climat) et l'Alliance EV20. Cette dernière regroupe des constructeurs automobiles, des institutions financières et des

gouvernements fédérés qui souhaitent accélérer le développement du secteur des véhicules électriques. Cette fois, c'est un triple but qui est visé : la réduction de nos émissions de GES, l'émergence d'une nouvelle technologie propre et la diminution de notre dépendance au pétrole. Trois objectifs qui convergent vers l'essor d'une économie verte.

Le Québec a d'ailleurs récemment lancé son propre Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques, qui vise à ce que 25 % des nouvelles voitures sur nos routes soient électriques ou hybrides rechargeables d'ici 2020, ce qui représente environ 300 000 véhicules. En d'autres mots, ce plan d'action établit les bases pour favoriser rien de moins qu'un changement en profondeur de nos modes de déplacement actuels.

PEDE

De plus, le Québec a adhéré en 2008 à la *Western Climate Initiative*, la WCI, qui vise notamment la création d'un marché du carbone en Amérique du Nord. Nous avons pour objectif de faire de ce système l'un des instruments importants de la stratégie québécoise de lutte contre les changements climatiques.

Deux autres provinces canadiennes, l'Ontario et la Colombie-Britannique, et l'État américain le plus peuplé, la Californie, participent à la mise sur pied de ce premier système de plafonnement et d'échange de droits d'émission nord-américain, qui couvre les émissions de gaz à effet de serre provenant de sources industrielles.

Québec has been working closely with its partners in recent months to get this system up and running for twenty-twelve

(2012). And last month we released the draft regulation on the proposed system for the public consultation process that is going on right now.

I would also like to stress that Québec's National Assembly *unanimously* adopted the law giving cap-and-trade the green light. It couldn't be clearer: Québec stands united in the fight against climate change.

Le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission est reconnu comme l'un des outils économiques les plus efficaces en matière de réduction des GES, et nos partenaires européens l'ont bien compris. Il est aussi un appel à l'innovation pour les entreprises, qui ont tout intérêt à déployer les efforts nécessaires pour améliorer leur bilan en carbone afin de rester compétitives

dans un marché mondial de plus en plus exigeant en matière de respect de l'environnement.

Concrètement, l'imposition d'un plafond d'émission encouragera les entreprises :

- à modifier et à perfectionner leurs installations;
- à adopter des méthodes de production plus performantes;
- à développer des produits respectueux de l'environnement;
- à investir dans la formation continue de la main-d'oeuvre
- et à opter pour des sources d'énergie moins polluantes.

Il est évident qu'en se dotant d'un système commun de plafonnement et d'échange de droits d'émissions de GES, les partenaires de la WCI favoriseront l'essor d'une économie verte sur leur territoire. Mais il s'agit aussi d'un excellent exemple de l'application de la force du nombre. Car, si toutes les autres

provinces et l'ensemble des États adhèrent aussi au marché, c'est une initiative continentale forte qui naîtra, et l'essor d'une économie verte se fera alors à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Conclusion

Les États fédérés et les gouvernements régionaux, surtout lorsqu'ils sont réunis, ont le pouvoir de faire changer les choses. J'aimerais profiter de l'occasion pour inviter tous les États fédérés et gouvernements régionaux ici présents à profiter de cet événement pour tisser ou renforcer leurs liens avec les membres du nrg4SD, et à devenir membres eux-mêmes, si ce n'est déjà fait.

I believe that if we come together, we can make a difference in the fight against climate change. We've already done it on the other issues I mentioned today—protecting our water resources and safeguarding biodiversity. Let's make it happen on climate change.

S'engager dans une véritable démarche de développement durable demande la participation de tous les acteurs de la société et nous pouvons, en tant qu'États fédérés, nous unir afin d'encourager une mobilisation plus grande encore. C'est ainsi que nous bâtirons des communautés à la fois prospères et toujours plus respectueuses de l'environnement.

Merci